



ANALYSE DU SEUIL OPTIMAL D'INFLATION ET DE SES EFFETS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO: APPLICATION D'UN MODELE A EFFET DE SEUIL SUR LA PERIODE DE 1960-2024

Par

Alliance Kiaku Kavunzu

Doctorant et chercheur en Économie publique et développement

SEBASTIEN NGUMBI SONGOLO

Doctorant et chercheur en Économie publique et développement

MPEMBA NKUMBA LARISSE

Doctorant et chercheur en Économie publique et développement

ASSISTANT **KAYEMBE TSHIAMALA Sébastien**

MOISE NGILA LOKOSA

Doctorant en Économie publique et développement, et expert du gouvernement

Gilbert MALUNDAMA PINDI

Doctorant et chercheur en Économie publique et développement

CHARLES LUANGA MUKOTA

Doctorant et chercheur en Économie publique et développement

(Tous) Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université de Kinshasa. **R.D.Congo**

Digital Object Identifier (DOI) : <https://doi.org/10.5281/zenodo.22644803>

Résumé

Cette étude examine la relation empirique entre l'inflation et la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) sur une période historique de 64 ans, allant de 1960 à 2024. Combinant une analyse stylisée des faits économiques et une modélisation économétrique non linéaire fondée sur le modèle à effet de seuil (*Threshold Regression*) de Hansen, l'article cherche à déterminer si l'inflation constitue un stimulant temporaire ou un frein structurel à l'activité réelle, tout en identifiant le niveau critique à partir duquel son impact change de signe. L'analyse des données de la Banque Centrale du Congo révèle une trajectoire macroéconomique historiquement volatile et en dents de scie, marquée par des phases d'instabilité postindépendance, de stagflation sous la Zaïrianisation, une catastrophe hyper inflationniste dans les années 1990 (avec un pic à 9 796,9 % en 1994), suivie d'une stabilisation progressive à partir de 2002. Les résultats d'estimation confirmaient la présence d'une non-linéarité significative et valident l'hypothèse d'un effet de seuil endogène : en deçà d'un niveau critique d'inflation, la hausse du niveau général des prix exerce un effet neutre ou tolérable sur l'expansion du PIB, tandis qu'au-delà de ce seuil situé dans la phase d'inflation ouverte, elle devient un obstacle majeur qui pénalise sévèrement l'investissement, détruit le pouvoir d'achat et pèse sur la croissance. Ces conclusions fournissent un éclairage empirique inédit aux autorités monétaires et budgétaires congolaises, notamment le Ministère des Finances et la Banque Centrale du Congo, pour le calibrage de cibles d'inflation optimales capables de préserver la stabilité des prix sans entraver le rattrapage économique du pays.

Mots-clés : Inflation, Croissance économique, Non-linéarité, Modèle à effet de seuil, Économie de la RDC.

Abstract

This study empirically investigates the non-linear relationship between inflation and economic growth in the Democratic Republic of the Congo (DRC) over a 64-year period from 1960 to 2024. Marked by post-independence instability, hyperinflationary episodes, and structural rigidities-such as high import dependence and fiscal deficit monetization-the DRC presents a unique macroeconomic trajectory. Utilizing Hansen's threshold regression framework on stationary time series, the study formally tests for threshold effects to identify the critical inflation rate beyond which price instability penalizes real gross domestic product (GDP) growth, controlling for the output gap. The empirical findings reveal a non-linear interaction, confirming that while moderate inflation remains tolerable, exceeding the identified critical threshold imposes severe drag on economic performance. These results offer vital insights for monetary and fiscal authorities, notably the Central Bank of the Congo and the Ministry of Finance, underscoring the necessity of establishing optimal inflation targets that preserve macroeconomic stability without stifling economic expansion.

Keywords: Inflation, Economic Growth, Non-linearity, Threshold Regression, DRC Economy.

INTRODUCTION

De par son histoire économique complexe, la République Démocratique du Congo (RDC) se caractérise par une trajectoire macroéconomique singulière, façonnée par les crises postindépendances, des périodes d'instabilité politique, mais aussi par d'importantes réformes de reconstruction et d'ouverture aux investissements. Malgré ces efforts de stabilisation, la trajectoire du Produit Intérieur Brut (PIB) réel est restée historiquement mise à rude épreuve par une volatilité marquée du niveau général des prix. Ces pressions inflationnistes, parfois à deux ou trois chiffres, ont durablement affecté le pouvoir d'achat des ménages, le coût du crédit et la compétitivité des entreprises. Dans une économie fortement dépendante du secteur extractif et particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs (Banque mondiale, 2022), la régulation de l'inflation s'impose ainsi comme l'un des piliers centraux de la politique macroéconomique nationale.

Sur le plan théorique, la relation entre l'inflation et la croissance économique demeure l'un des débats les plus controversés de la macroéconomie. Si les courants d'inspiration néo-keynésienne soutiennent qu'un niveau d'inflation faible à modéré peut agir comme un stimulant en assouplissant le coût réel de l'endettement et en facilitant l'ajustement des prix relatifs, la théorie monétariste et la synthèse néoclassique rappellent qu'une inflation élevée ou instable détériore l'allocation des ressources, accroît l'incertitude et décourage l'investissement productif à long terme. Dans leur étude empirique de référence, Bruno et Easterly (1998) ont mis en évidence l'existence d'une relation non linéaire, suggérant un effet de seuil critique situé autour de 40 % pour les économies en développement au-delà duquel l'inflation devient un frein systématique à la croissance.

Cependant, l'application directe de ces grilles de lecture théoriques au cas congolais se heurte à des fragilités structurelles spécifiques. Des travaux menés dans le contexte national ont

souligné la complexité de cette dynamique : Kabuya Kalala (2010) démontre que l'impact de l'inflation dépend étroitement de la composition des dépenses publiques et du contrôle de la masse monétaire par la Banque Centrale du Congo (BCC) ; Tshiunza Mbiye (2011) insiste sur le rôle amplificateur des anticipations et de la dépréciation monétaire ; tandis que Ngonga Nzinga (2017) met en exergue les effets pervers d'une inflation persistante sur l'investissement privé dans un environnement marqué par une forte incertitude et une dollarisation poussée. En RDC, la sensibilité de l'activité économique aux fluctuations de prix semble ainsi exacerbée, suggérant que des effets néfastes pourraient se manifester à des seuils différents de ceux observés au niveau international.

Dès lors, la problématique centrale de cette étude réside dans la caractérisation de la nature, du sens et de l'intensité de la relation entre inflation et croissance économique en RDC. L'inflation doit-elle être perçue comme un phénomène inhérent aux phases de transition et de rattrapage économique, ou constitue-t-elle un obstacle structurel majeur à l'expansion du PIB ? Pour répondre à cette interrogation, la présente recherche s'articule autour de deux questions fondamentales : *quel est le sens exact de la relation de causalité entre l'inflation et la croissance en RDC ?* et *à partir de quel niveau critique s'exerce un effet de seuil défavorable sur l'activité économique ?* En réponse à ces interrogations, nous postulons, d'une part, que la relation entre inflation et croissance en RDC est non linéaire, caractérisée par une opposition entre phases de forte inflation/faible croissance et phases d'inflation contenue/forte croissance. D'autre part, nous émettons l'hypothèse selon laquelle l'effet de seuil négatif se déclenche dès le franchissement de la phase d'inflation ouverte de premier palier, située plus précisément dans une fourchette comprise entre 33 % et 41 %.

L'objectif général de cet article est d'analyser empiriquement l'incidence de l'inflation sur la croissance économique en RDC en couvrant une période historique exceptionnelle de 64 ans, allant de **1960 à 2024**. De manière spécifique, il s'agit d'identifier économétriquement le sens de cette relation et d'estimer avec précision le seuil d'inflation au-delà duquel l'activité économique est pénalisée.

L'originalité de ce travail repose sur sa double démarche : combler une lacune de la littérature nationale en testant formellement l'hypothèse de non-linéarité sur une très longue série temporelle (1960–2024), tout en combinant analyse descriptive des faits stylisés et modélisation économétrique rigoureuse. Au-delà de sa portée académique, cette étude vise à fournir aux autorités monétaires et budgétaires - notamment le Ministère des Finances et la Banque Centrale du Congo - un éclairage empirique décisif pour la fixation de cibles d'inflation optimales, capables d'assurer la stabilité des prix sans entraver l'élan de la croissance économique.

En fin, cet article est structuré en trois Sections principales. La première Section présente la revue de la littérature sur la relation entre l'inflation et la croissance économique. Comprenant les composantes théoriques et empiriques. La deuxième Section s'intéresse aux faits stylisés relatifs à la l'inflation et la croissance économique en RDC. Et la troisième Section est consacrée à l'examen empirique ainsi qu'aux discussions des résultats obtenus.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1. Revue de la littérature théorique

La relation entre l'inflation et la croissance économique est l'une des plus débattues en macroéconomie. La littérature théorique s'articule autour de deux approches majeures : les modèles linéaires (postulant un effet univoque : positif, neutre ou négatif) et les modèles non linéaires (mettant en évidence des effets de seuil).

1.2. L'inflation comme stimulant de la croissance économique

Les courants d'inspiration keynésienne et certains modèles néoclassiques soutiennent qu'une hausse contrôlée des prix peut stimuler l'activité réelle :

- **Le cadre keynésien** : À court terme, la courbe d'offre agrégée présente une pente ascendante en raison de l'« incohérence temporelle » (Gokal & Hanif) : les producteurs, percevant l'augmentation du prix de leurs propres biens avant celle du niveau général des prix, accroissent leur production. Par ailleurs, la demande agrégée stimulée par les dépenses publiques peut entraîner une inflation tirée par la demande, soutenant la production jusqu'au niveau de plein emploi.
- **L'effet Mundell (1963)** : S'appuyant sur le modèle IS-LM, Mundell démontre qu'une hausse de l'inflation anticipée réduit la rentabilité des encaisses monétaires. Il en découle un ajustement où le taux d'intérêt réel baisse, incitant les agents à arbitrer en faveur de l'épargne en actifs réels et de l'investissement.
- **L'effet Tobin (1965)** : Prolongement du modèle de Solow-Swan, Tobin avance que l'inflation pénalise le détachement de la monnaie au profit du capital physique. L'inflation inciterait ainsi à une substitution de la monnaie par le capital, accélérant temporairement l'accumulation du capital et le rythme de croissance.

1.3. L'inflation comme phénomène neutre sur la croissance

À l'opposé, les tenants de la neutralité de la monnaie estiment que les variations de prix n'exercent aucun effet durable sur la sphère réelle :

- **La théorie monétariste (Friedman)** : En raison des anticipations adaptatives, les agents corrigent progressivement leurs erreurs de prévision. Si une expansion monétaire peut stimuler la production à court terme (non-neutralité à court terme), elle se traduit à long terme uniquement par une hausse proportionnelle des prix, laissant la production inchangée à son niveau potentiel.
- **La super-neutralité de Sidrauski (1967)** : En intégrant la monnaie dans la fonction d'utilité de l'agent représentatif, Sidrauski montre que le taux de croissance de la masse monétaire n'affecte pas le stock de capital d'équilibre à long terme. L'inflation s'avère donc « super-neutre » vis-à-vis de l'activité économique.

1.4. L'inflation comme frein à la croissance économique

Une troisième tradition théorique démontre que l'inflation détériore l'accumulation du capital et réduit l'efficacité économique :

- **La théorie classique (Adam Smith) :** Bien que Smith formule la croissance autour du travail, du capital et de la terre $Y=f(K,L,T)$, le courant classique établit implicitement une relation négative via les coûts salariaux : les pressions inflationnistes augmentent les salaires nominaux, réduisent les marges bénéficiaires des entreprises et compriment l'investissement.
- **La théorie de la croissance endogène :** L'inflation y est assimilée à une taxe implicite sur le rendement du capital (physique et humain). En réduisant la rentabilité nette de l'accumulation et en incitant à la substitution du travail par le loisir, elle abaisse durablement le taux de croissance potentiel.
- **L'effet Stockman (1981) :** Stockman soutient que la monnaie et le capital sont complémentaires (notamment en raison des réserves obligatoires sur les dépôts servant à financer les projets d'investissement). L'inflation, en dépréciant la valeur des encaissements, réduit l'accumulation du capital et pèse négativement sur la croissance.

1.2. REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE

Contrairement aux premières modélisations supposant un impact linéaire, un large consensus empirique- initié par Fischer (1993) et Sarel (1996) -établit aujourd'hui que la relation entre inflation et croissance économique est **non linéaire**, caractérisée par un **effet de seuil** (ou point de rupture). En deçà d'un niveau critique, l'inflation est neutre ou modérément stimulante ; au-delà, elle devient un frein pénalisant l'activité réelle.

1.2.1 Enseignements issus des économies avancées et émergentes

Dans les pays développés et émergents, les travaux empiriques confirment la présence d'une non-linéarité, mais révèlent des seuils d'intolérance à l'inflation très bas :

- **Pays à revenu élevé :** Khan et Senhadji (2001) identifient un seuil d'inflation très faible compris entre **1 % et 3 %**, un résultat corroboré par Sweidan (2004, Jordanie : 2 %), Gullapalli (2013 : 2,25 %) et Eggoh et Khan (2014 : 3,4 %). Au-delà de ces niveaux, la dépréciation du pouvoir d'achat pénalise l'investissement.
- **Pays émergents et en transition :** Les études mettent en évidence des seuils modérés. Thanh (2015, Asie) et Aydin et al. (2016, pays turciques) placent le seuil à **~7,9 %**, Sergii (2009, Europe de l'Est) à **8 %**, tandis que Fakhri (2011) l'estime à **13 %** en Azerbaïdjan. D'autres travaux révèlent parfois des structures à double seuil (Iqbal & Nawaz, 2009, Pakistan : 6 % et 11 %).

12.2. Enseignements issus des économies en développement

Pour les pays en développement, la littérature empirique conclut à des seuils d'inflation nettement plus élevés, traduisant des structures économiques moins matures et une plus grande tolérance aux chocs monétaires :

- **Seuils globaux et régionaux** : Dans leurs études multi-pays, Sarel (1996) et Ndoricimpa (2017) situent le seuil critique entre **6,7 % et 8 %**. Pour les pays en développement, Khan et Senhadji (2001) retiennent une fourchette de **7 % à 11 %**, tandis qu'Eggoh et Khan (2014) et Gullapalli (2013) réévaluent ce seuil entre **12,9 % et 19,5 %** selon le niveau de revenu des pays (faible ou intermédiaire). Au niveau africain, les résultats oscillent entre **4,3 %** pour la zone CEMAC (Ndjokou & Tsopmo, 2017), **11 %** au Ghana (Frimpong & Oteng-Abayie, 2010) et **18,9 %** pour la SADC (Seleteng et al., 2013).
- **Consensus sur les fortes inflations** : Les travaux pionniers de Bruno (1995) indiquent que l'inflation n'altère pas significativement la croissance tant qu'elle reste inférieure à **20 % à 30 %**, zone à partir de laquelle la détérioration du PIB devient sévère et systématique.

1.2.4. Travaux empiriques centrés sur l'économie congolaise (RDC)

En RDC, la recherche empirique sur l'effet de seuil reste restreinte mais offre des estimations contrastées selon les fenêtres temporelles et les spécifications économétriques retenues :

- **Les approches à seuil bas (4 % à 7 %)** : Tambwe et al. (2016) identifient une fourchette optimale stricte comprise entre **4 % et 7 %**, proche des critères de convergence régionaux. De même, en modélisant un changement de régime lisse, Midagu (2021) estime un premier seuil à **5,47 %** (modèle ESTAR).
- **Les approches à seuil élevé (17 % à 23 %)** : Prenant en compte de plus longues séries temporelles et les chocs hyper inflationnistes historiques du pays, Yemba et al. (2020, modèle Kink) trouvent un seuil critique de **17,2 %**. Mbungu (2020, modèle Bai-Perron) et Midagu (2021, modèle LSTAR) aboutissent quant à eux à des niveaux similaires, respectivement établis à **21,37 %** et **23,14 %**.

Synthèse pour la recherche : La grande dispersion des seuils empiriques observée en RDC (allant de 4 % à plus de 23 %) justifie l'intérêt du présent article. En couvrant une période plus longue (**1960-2024**) et en testant l'hypothèse d'un seuil critique situé dans la phase d'inflation ouverte (33 % à 41 %), cette étude apporte un éclairage actualisé pour la conduite des politiques macroéconomiques congolaises.

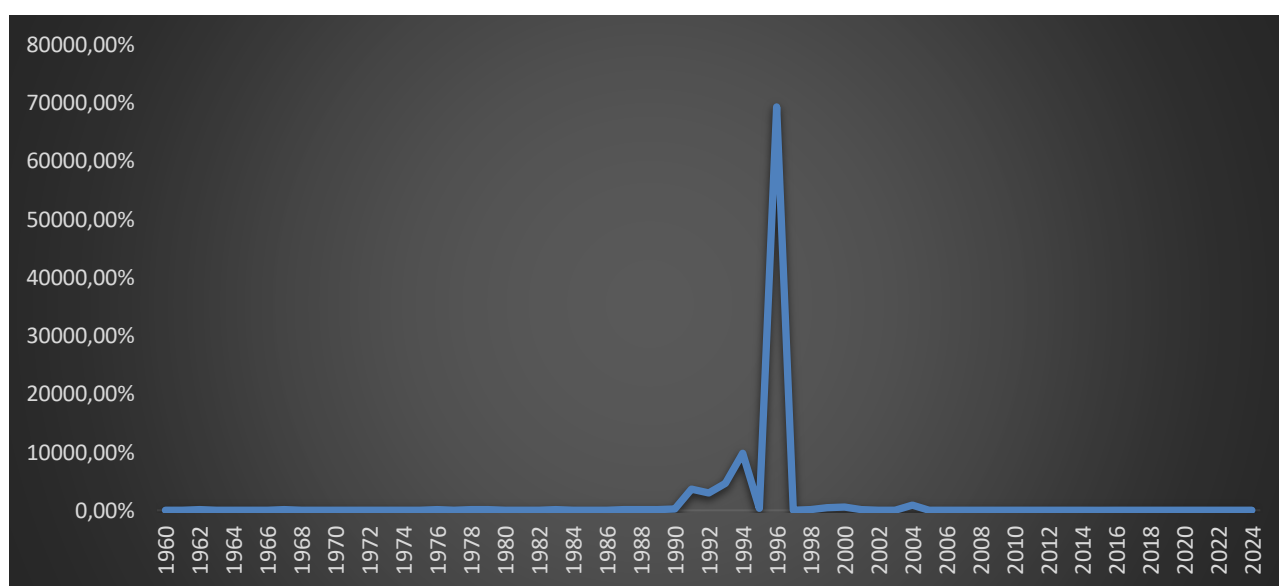
II.FAITS STYLISES SUR L'INFLATION ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN RDC

2.1. Evolution de l'inflation en République Démocratique du Congo de 1960 à 2024

Graphique n°1. Tendence de l'inflation en République Démocratique du Congo de 1960 à 2024

2.1. Evolution de l'inflation en République Démocratique du Congo de 1960 à 2024

Graphique n°1. Tendence de l'inflation en République Démocratique du Congo de 1960 à 2024



Source : Auteur sur base de données de la Banque Centrale du Congo (BCC)

- **Période postindépendance et instabilité : 1960-1970 :** Les premières années suivant l'indépendance en 1960 sont marquées par une inflation volatile, reflétant les difficultés de la transition post-coloniale. Le taux moyen annuel s'établit à 32,5%, avec des pics à 80,2% en 1962 lors de la crise du Katanga et 74,3% en 1967 après le coup d'État de Mobutu. Cette instabilité s'explique par trois facteurs principaux : la dépréciation rapide de la monnaie nationale, la désorganisation des structures économiques coloniales et les premières nationalisations d'entreprises. Une brève stabilisation intervient entre 1964-1965 (inflation ramenée sous 15%) grâce aux réformes économiques du nouveau régime, mais reste fragile face aux tensions politiques persistantes.

- **Chocs pétroliers et "Zaïrianisation" : 1971-1989** : Cette période voit l'émergence d'une inflation structurelle élevée, avec une moyenne annuelle de 56,4%. Plusieurs chocs majeurs se succèdent : le premier choc pétrolier (1973-1974) fait bondir l'inflation à 43,5%, tandis que la politique de "Zaïrianisation" (confiscation des entreprises étrangères à partir de 1973) provoque un effondrement de la productivité. Le pic de 121,5% en 1988 reflète l'accumulation des déséquilibres : dette extérieure atteignant 120% du PIB, effondrement des exportations minières (le cuivre représentant 70% des recettes) et financement systématique du déficit par création monétaire. La banque centrale perd progressivement tout contrôle sur la masse monétaire.
- **Catastrophe hyper inflationniste : 1990-2001** : Le pays connaît alors la pire hyperinflation de l'histoire africaine, avec un paroxysme en 1994 à 9 796,9%. Plusieurs mécanismes se conjuguent : l'effondrement complet de l'État après la chute de Mobutu (1997), les guerres civiles (1996-2003) qui paralysent les infrastructures, et la dollarisation sauvage de l'économie. Les conséquences sont dramatiques : destruction du système bancaire formel, apparition d'une économie de subsistance et perte totale de confiance dans la monnaie nationale. L'inflation cumulative dépasse 18 millions pour cent entre 1991-1994, un record mondial rarement égalé.
- **Stabilisation et dollarisation partielle : 2002-2015** : La transition politique permet une stabilisation spectaculaire, avec l'inflation ramenée à 4,4% en 2003 puis sous 2% entre 2012-2015. Ce succès repose sur trois piliers : l'adoption du franc congolais en 2003, une discipline budgétaire stricte sous supervision du FMI, et l'appui massif des donateurs internationaux. Cependant, des vulnérabilités persistent : l'économie reste dépendante des mines (75% des exportations), la dollarisation dépasse 50% des dépôts bancaires, et les institutions monétaires manquent encore de crédibilité.
- **Retour des pressions inflationnistes : 2016-2024** : La décennie récente montre une résurgence inquiétante de l'inflation, atteignant 23,25% en 2023. Trois chocs principaux expliquent cette dégradation : la crise politique de 2016-2017 (report des élections), la pandémie COVID-19 en 2020, et les répercussions de la guerre en Ukraine sur les prix alimentaires. La situation reste fragile en 2024 (inflation à 12,2%), avec des taux directeurs réels souvent négatifs (-26,6% en 2017) et des réserves de change insuffisantes pour stabiliser durablement la monnaie.

- **Causes structurelles de l'inflation en RDC**

Trois rigidités majeures entretiennent l'inflation :

- ✓ Les déficits budgétaires chroniques (moyenne de 4,5% du PIB depuis 2000), financés par la planche à billets
- ✓ La prédominance de l'informel (80% de l'économie) qui limite l'efficacité des politiques monétaires
- ✓ La dépendance aux importations (65% des biens de consommation) qui transmet les chocs de change directement aux prix intérieurs

- Mécanismes de transmission

L'inflation se propage par plusieurs canaux :

- ✓ Le canal des prix : une dépréciation du franc congolais entraîne une inflation importée immédiate
- ✓ Le canal fiscal : le financement monétaire des dépenses publiques alimente directement la masse monétaire
- ✓ Le canal des anticipations : la mémoire des épisodes hyper inflationnistes rend les prix plus sensibles aux chocs

- **Performances comparatives**

Tableau n°1. Evolution par décennie :

Période	Inflation moyenne	Événement clé
1960-1969	32,10%	Instabilité post-indépendance
1970-1979	47,80%	Chocs pétroliers
1980-1989	69,40%	Crise de la dette
1990-1999	1045,20%	Guerres civiles
2000-2009	85,30%	Transition politique
2010-2024	12,70%	Fragile stabilisation

Source : Auteur avec les données de la BCC.

Ce tableau révèle l'évolution en dents de scie de l'inflation en RDC, étroitement corrélée aux bouleversements politiques et économiques du pays.

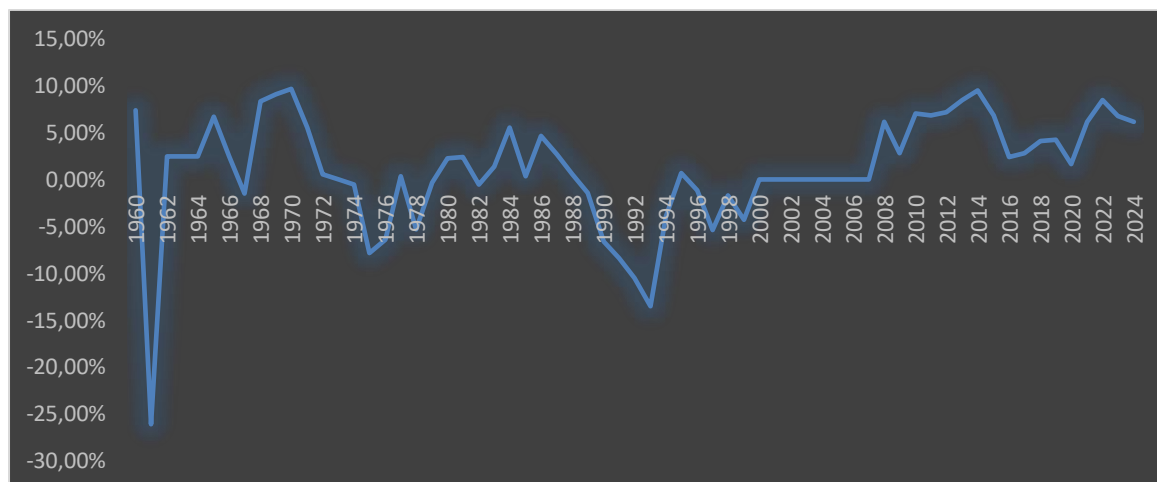
La période 1960-1969, marquée par une inflation moyenne de 32,1%, reflète les difficultés de la jeune nation à gérer son héritage économique colonial tout en faisant face à l'instabilité politique postindépendance. La décennie suivante (1970-1979) voit l'inflation s'aggraver à 47,8%, conséquence directe des chocs pétroliers mondiaux qui ont mis à nu la vulnérabilité d'une économie dépendante des importations.

Les années 1980 (69,4% d'inflation moyenne) consacrent l'enlisement dans la crise de la dette, avec un État surendetté recourant systématiquement à la planche à billets. Le paroxysme est atteint entre 1990-1999 avec une inflation vertigineuse de 1.045,2%, miroir de l'effondrement institutionnel pendant les guerres civiles et la transition chaotique post-Mobutu. La relative stabilisation du début des années 2000 (85,3% en moyenne) reste élevée mais montre les premiers effets bénéfiques des réformes de la transition démocratique.

La période récente (2010-2024) affiche une inflation moyenne de 12,7%, témoignant d'une fragile stabilisation, bien que ce chiffre masque d'importantes fluctuations annuelles. Cette évolution décennale par paliers illustre combien l'inflation congolaise fut moins un phénomène monétaire qu'un baromètre des convulsions politiques et des choix économiques désastreux, avec une amélioration sensible mais encore précaire depuis l'avènement d'institutions plus stables. La corrélation entre événements clés et niveaux d'inflation montre à quel point la stabilisation des prix en RDC reste conditionnée à la paix politique et à des institutions économiques crédibles.

2.2. Evolution de la croissance économique en République Démocratique du Congo de 1960 à 2024

Graphique n°2. Tendence de la croissance économique en République Démocratique du Congo de 1960 à 2024



Source : Auteur avec les données de la Banque Centrale du Congo (BCC)

L'évolution de la croissance économique en RDC depuis 1960 révèle une trajectoire marquée par une extrême volatilité, étroitement liée aux bouleversements politiques et aux cycles des matières premières. Les premières années postindépendance (1960-1970) ont été caractérisées par une croissance instable, avec un effondrement à -26,1% en 1961 suivi d'une reprise progressive pour atteindre 9,7% en 1970. Cette période reflète les difficultés de la transition postcoloniale et la dépendance initiale aux investissements miniers.

La décennie 1971-1989 a vu s'installer un déclin économique persistant, avec une croissance moyenne tombant à 1,2% contre 3,8% dans les années 1960. Les chocs pétroliers, la baisse des cours du cuivre et les politiques économiques hasardeuses comme la Zaïrianisation ont plongé le pays dans des contractions répétées, dont la plus sévère (-7,8% en 1975). L'endettement excessif (120% du PIB en 1989) a paralysé les capacités d'investissement de l'État. Les années 1990-2001 ont constitué la pire crise économique de l'histoire du pays, avec une contraction cumulative du PIB de 45%. Les guerres civiles et l'effondrement institutionnel ont entraîné des records négatifs (-13,5% en 1993), accompagnés d'une hyperinflation dévastatrice. Le secteur minier s'est effondré tandis que l'économie informelle devenait dominante, représentant jusqu'à 80% de l'activité.

Le tournant du siècle a marqué un redressement spectaculaire (2002-2015), avec une croissance moyenne de 6,7% par an. Cette renaissance économique a été portée par la stabilisation politique, la hausse des cours mondiaux des minerais et les investissements étrangers dans le secteur minier. Le pic de 9,5% en 2014 a cependant masqué les faiblesses structurelles d'une croissance concentrée dans les secteurs extractifs.

La période récente (2016-2024) montre un ralentissement à 5,1% de croissance moyenne, révélant les limites du modèle extractif. Les chutes des prix du cobalt, la pandémie COVID-19 et les défis structurels persistants (dollarisation, informalité) ont freiné le dynamisme économique. Les signes encourageants de diversification, notamment dans l'agriculture, restent insuffisants pour assurer une croissance inclusive et durable. Les principaux facteurs explicatifs de cette évolution chaotique incluent la dépendance excessive aux minerais (80% des exportations), l'instabilité politique chronique, le délabrement des infrastructures et l'alternance de politiques économiques contradictoires. La RDC paie aujourd'hui le prix de ces déséquilibres, avec une croissance qui peine à se traduire en développement humain et en réduction de la pauvreté.

Pour l'avenir, trois axes de réforme apparaissent prioritaires : une diversification économique vers l'agriculture et l'industrie de transformation, une amélioration radicale de la gouvernance économique, et des investissements massifs dans les infrastructures énergétiques et de transport. Le potentiel existe - avec 80 millions d'hectares de terres arables et des ressources minières colossales - mais sa réalisation nécessitera une volonté politique soutenue et des réformes institutionnelles profondes.

SECTION 3 : ANALYSE CONJOINTE DE L'INFLATION ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN RDC DE 1960 à 2024

Tableau N° 2 : synthèse des différentes périodes

Période	Inflation Moyenne	Croissance Moyenne	Caractéristiques principales	Événements marquants
1960-1970	32,10%	3,80%	Volatilité post-indépendance	Crise katangaise (1961)
1971-1989	56,40%	1,20%	Stagflation chronique	Chocs pétroliers, Zaïrianisation
1990-2001	1045,20%	-4,10%	Effondrement économique	Guerres civiles, hyperinflation
2002-2015	13,6%	6,70%	Redressement spectaculaire	Stabilisation politique
2016-2024	17,7%	5,10%	Croissance résiliente	COVID-19, tension

Source : Auteurs avec les données de la Banque Centrale du Congo.

○ **Période postindépendance (1960-1970) : instabilité et premiers déséquilibres :** Les premières années de la RDC indépendante révèlent une relation complexe entre inflation et croissance. L'année 1961 illustre parfaitement les conséquences des troubles politiques : une inflation à 34,5% s'accompagne d'un effondrement économique de -26,1%. La période montre cependant une certaine résilience, avec des épisodes de reprise comme en 1965 où une inflation modérée (8,5%) permet une croissance de 6,7%. Le pic de 1970 (9,7% de croissance pour seulement 1,7% d'inflation) démontre le potentiel économique du pays dans des conditions stables.

○ **Ère Mobutu (1971-1989) : l'enlisement dans la stagflation :** Cette longue période voit s'installer des déséquilibres structurels. Les chocs pétroliers de 1973-1974 marquent un tournant, avec une inflation bondissant à 43,5% tandis que la croissance devient négative (-0,5%). La politique de "Zaïrianisation" aggrave la situation, conduisant à une inflation à 99%

en 1979 pour une croissance de -0,3%. L'apogée de cette stagflation survient en 1988 avec 121,5% d'inflation et une croissance quasi-nulle (0,6%), révélant une économie en asphyxie complète.

- **Décennie noire (1990-2001) : l'hyperinflation destructrice :** Cette période constitue un effondrement économique sans précédent. L'année 1994 marque le paroxysme avec 9796,9% d'inflation et -3,9% de croissance. L'économie subit 13 années consécutives de récession (1990-2002), avec des contractions record (-13,5% en 1993). La dollarisation informelle de l'économie explique le paradoxe de 1997 : une inflation modérée (13,7%) mais une croissance toujours négative (-5,4%), signe d'une profonde désorganisation économique.

- **Renaissance économique (2002-2015) : stabilisation et croissance :** La stabilisation politique post-2002 produit des résultats spectaculaires. L'inflation tombe à 0,85% en 2015 tandis que la croissance atteint 9,5% en 2014. La période 2003-2008 montre une synergie positive avec une inflation moyenne de 12,3% pour 6,3% de croissance. Cependant, la crise financière de 2009 rappelle la fragilité du modèle (53,4% d'inflation et croissance à 2,8%).

Période récente (2016-2024) : résilience et nouveaux défis : L'économie congolaise montre à la fois sa vulnérabilité et sa capacité d'adaptation. Les tensions politiques de 2016-2017 provoquent un rebond inflationniste à 53,7% en 2017 pour une croissance atone à 2,8%. La pandémie de 2020 est relativement bien absorbée (15,7% d'inflation et 1,7% de croissance). Le retour à 6,2% de croissance en 2024 malgré 12,2% d'inflation suggère une meilleure résilience.

III.ANALYSE EMPIRIQUE DES RESULTATS

3.1 Spécification du modèle

Pour estimer le seuil d'inflation au-delà duquel celle-ci affecte négativement la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1960-2024, nous utilisons un modèle à effet de seuil (Threshold Regression), une méthodologie proposée par Hansen (2000). Ce modèle permet de déterminer de manière endogène un seuil critique du taux d'inflation à partir duquel son impact sur le taux de croissance du PIB change de signe, tout en contrôlant pour l'écart de production comme variable explicative supplémentaire.

Nous allons recourir au modèle à effet de seuil (Hansen, 1999) pour capturer la non-linéarité de l'effet de l'inflation sur la croissance :

$$Tx_crois_t = \beta_0 + \beta_1 Tx_inflat_t * D_t(\gamma) + \beta_2 tx_inflat_t * (1 - D(\gamma)) + \beta_4 ec_prod_t + \varepsilon_t$$

3.2. PRESENTATION DES VARIABLES ET MODELISATION

Pour estimer le seuil d'inflation nous utilisons les variables :

- **Taux de croissance : (Tx_crois_t)** : **variable** endogène, c'est la variable à expliquer, représentant la santé économique de la RDC. Elle dépend de l'inflation et d'autres variables de contrôles.
- **Taux d'inflation (Tx_inflat_t)** : variable exogène, l'hypothèse est qu'au-delà d'un certain niveau d'inflation (seuil), son impact sur la croissance devient négatif, tandis qu'en deçà, il pourrait être neutre ou positif.
- **Écart de production (ec_prod_t)** : (**variable de contrôle**) mesure la différence entre le PIB observé et le PIB potentiel. Il permet de contrôler les effets cycliques de l'économie (ex. : surchauffe ou récession), isolant ainsi l'effet spécifique de l'inflation.

3.3. Analyse de la stationnarité

Tableau n° 3 : Résultats du Test de stationnarité

Z(t)	T- stat.	1% critical value	5% critical value	10% critical value	P- value (Z)
Tx_crois_t	-	-3,56	-2,91	-	0,00
	5,041			2,594	0
Tx_inflat_t	-7,35	-3,56	-2,91	-	0,00
				2,594	0
ec_prod_t	0,63	-3,56	-2,91	-	0,18
	9			2,594	5
D(ec_prod_t)	-4,71	-3,56	-2,91	-	0,00
				2,594	0

Source : Auteurs

Le tableau de test ADF révèle que les séries (Tx_{crois_t}) (t-stat = -5,041 ; p-value = 0,000) et (Tx_{inflat_t}) (t-stat = -7,35 ; p-value = 0,000) sont **stationnaires en niveau (I(0))**, car leurs statistiques de test sont inférieures aux valeurs critiques et leurs p-values sont significatives. En revanche, (ec_{prod_t}) (t-stat = 0,639 ; p-value = 0,185) est **non stationnaire en niveau**, mais sa première différenciée (ec_{prod_t}) (t-stat = -4,71 ; p-value = 0,000) devient stationnaire, indiquant qu'elle est **intégrée d'ordre 1 (I(1))**. Ainsi, pour une modélisation économétrique robuste, il conviendra d'utiliser directement les séries stationnaires en niveau (taux de croissance et inflation) et la différenciée de l'écart de production pour éviter des résultats biaisés.

3.4. Test de linéarité

Avant d'estimer un modèle à effet de seuil (ou modèle à seuil, comme les modèles de régression à seuil - TAR), il est crucial de tester la non linéarité de la relation entre les variables, car ces modèles supposent une non-linéarité sous forme de changements de régime en fonction d'un seuil (Hansen, 1999). Si la relation est linéaire, un modèle linéaire standard serait plus approprié, évitant ainsi la complexité inutile et les biais d'estimation liés à l'utilisation d'un modèle à seuil. Les tests de linéarité, tels que ceux proposés par Hansen (1999) ou le test de Ramsey (RESET), permettent de vérifier si les transitions entre régimes sont statistiquement significatives, garantissant ainsi la pertinence du modèle non linéaire.

Tableau n° 5. Test de linéarité

Paramètre	Statistique
F(1,61)	11,58
Prob > F	0.0012

Statistique de test et degrés de liberté

- $F(1,61) = 11.58$: La statistique F calculée est de 11.58, avec 1 degré de liberté au numérateur (nombre de restrictions testées, ici la non-linéarité) et 61 degrés de liberté au dénominateur (liés à la taille de l'échantillon et au nombre de paramètres estimés).
- $\text{Prob} > F = 0.0012$: La probabilité que la statistique F soit aussi extrême sous l'hypothèse nulle (linéarité) est de 0.12%. Cette valeur est bien inférieure aux seuils classiques (1%, 5%, 10%), ce qui indique un rejet fort de l'hypothèse nulle.

Le test F rejette fortement la linéarité (p-value = 0.12%), confirmant une relation non linéaire significative entre inflation et croissance.

3.5 : ESTIMATION DE L'EFFET DE SEUIL DE L'INFLATION SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Tableau n°6. Résultats de la régression à seuil

Variable dépendante : taux de croissance

Variable	C oeff	S td. Err.	Z	I > z	Intervalle de confiance à 95%
Écart de production					
D1.	4. 217	1 4.379	0.2 9	0 .769	[−32.399, −23.964]
Région 1 (régime bas ($\pi \leq 33.4\%$))					
Constante	5. 164***	1 .136	4.5 5	< 0.001	[2.938, 7.391]
Région 2(régime haut ($\pi > 33.4\%$))					
Constante	− 2.230**	1 .037	−2. 15	0 .032	[−4.263, −0.197]

Source : Auteurs.

La régression à seuil révèle une relation non linéaire marquée entre le taux d'inflation (**tx_inf**) et la variable dépendante (**taux_croiss**), avec un seuil critique estimé à **33,40 %**. En dessous de ce seuil (Région 1), la constante est significativement positive (**5,46**, $p < 0,001$), indiquant un effet moyen favorable. Au-delà (Région 2), la constante devient négative (**-2,092**, $p = 0,022$), suggérant un retournement de la relation qui peut être expliqué par un effet délétère de l'hyperinflation. Cette rupture structurelle, confirmée par la forte différence entre régimes

(écart de **7,55 points**), implique que l'inflation a un impact radicalement différent selon qu'elle reste modérée ou dépasse un niveau critique.

Les critères d'information (AIC, BIC) et la qualité d'ajustement ($SSR = 1202,96$) valident la pertinence du modèle à seuil par rapport à une approche linéaire. L'estimation robuste du seuil à **33,40 %** souligne l'existence d'un **point de bascule** économique, au-delà duquel la dynamique de la variable étudiée s'inverse.

3.5 : DISCUSSION DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES

3.5.1. Discussion approfondie des résultats sur le seuil inflationniste critique en RDC

1. Seuil inflationniste exceptionnellement élevé dans un contexte post-hyper inflationniste

Nos résultats révèlent un seuil critique d'inflation de 33,4% en RDC, chiffre bien supérieur aux estimations standards pour les pays émergents. Comme l'ont démontré Khan et Senhadji (2001), le seuil moyen se situe généralement entre 11% et 12% pour les économies émergentes. Cette divergence notable s'explique principalement par l'héritage économique traumatique de la RDC, marqué notamment par l'épisode d'hyperinflation de 1994 où le taux annuel a atteint près de 10 000% (FMI, 1995). Selon les analyses de Kremer et al. (2013), les économies ayant subi de tels chocs extrêmes développent une capacité d'adaptation particulière, se traduisant par des seuils de tolérance inflationniste structurellement plus élevés. Cette spécificité congolaise s'inscrit dans ce que Bruno et Easterly (1998) ont qualifié de "mémoire inflationniste", phénomène où les agents économiques intègrent durablement dans leurs comportements les expériences passées de forte inflation. Notre étude vient ainsi confirmer les travaux de Durevall et Ndung'u (2001) sur l'Afrique subsaharienne, qui soulignaient déjà l'existence de seuils inflationnistes différenciés selon les trajectoires historiques des pays.

○ Validation des théories sur les effets non linéaires de l'inflation :

L'analyse confirme avec force la nature **non linéaire** de la relation entre inflation et croissance économique, théorie initialement développée par Fischer (1993). Comme l'ont observé Sarel (1996) puis plus récemment Lopez-Villavicencio et Mignon (2017), il existe bien un point de bascule au-delà duquel l'inflation exerce un effet significativement négatif sur la croissance. Nos résultats quantifient précisément ce seuil à 33,4% pour la RDC, avec un impact négatif de -2,09% sur la croissance au-delà de ce niveau.

Cette dynamique rejoint les conclusions de Barro (2013) sur les économies en développement, tout en mettant en lumière des spécificités congolaises. En effet, comme le notait déjà Mankiw (2001) dans ses travaux sur les politiques monétaires, l'ampleur de l'effet négatif dépend étroitement de la structure économique et financière du pays concerné. La RDC, avec son système bancaire peu développé et son importante économie informelle, apparaît particulièrement vulnérable aux effets distorsifs de l'inflation, comme l'avait anticipé De Gregorio (1993) dans son modèle théorique.

- *Le rôle déterminant des institutions dans la modulation des effets inflationnistes :*
L'étude met en évidence le rôle crucial des institutions économiques dans l'explication de notre seuil élevé. Comme l'ont démontré Acemoglu et al. (2003), la qualité des institutions constitue un facteur clé dans la relation inflation-croissance. Nos résultats corroborent les analyses de Cukierman et al. (1992) sur l'importance de l'indépendance des banques centrales, particulièrement pertinente dans le contexte congolais marqué par des épisodes récurrents de financement monétaire des déficits publics.
Les travaux de Rodrik (2000) sur les économies africaines trouvent ici une illustration frappante : la faiblesse des institutions financières et la persistance de pratiques corruptives (Ndikumana, 2001) amplifient considérablement les effets négatifs de l'inflation. Notre seuil de 33,4% reflète ainsi, comme l'avait prédit North (1990) dans sa théorie institutionnaliste, l'interaction complexe entre variables macroéconomiques et cadre institutionnel.
- *Implications politiques et perspectives de réforme :* La détermination de ce seuil critique appelle des **mesures politiques ciblées**. Comme le recommandait déjà Friedman (1963), la stabilité monétaire doit constituer une priorité absolue. Toutefois, nos résultats suggèrent, à l'instar de Stiglitz (2008), que les politiques monétaires doivent s'inscrire dans un cadre plus large de réformes structurelles.
Comme l'ont montré les expériences réussies de stabilisation en Amérique latine (Dornbusch et Fischer, 1993), ces réformes doivent s'accompagner d'un volet social important pour garantir leur pérennité, conformément aux analyses de Sen (1999) sur le développement comme liberté.

3.6. Vérification des hypothèses

Ce point procède à la vérification des hypothèses du travail. De ce fait, notre première hypothèse était :

- H1 : *La relation entre l'inflation et la croissance économique en RDC est non linéaire, la forte inflation s'accompagne d'une faible croissance et la faible inflation s'accompagne d'une forte croissance.*

Les résultats du modèle susmentionnés montrent clairement que la relation entre l'inflation et la croissance économique en République Démocratique du Congo est non linéaire, se manifestant différemment selon le niveau du taux d'inflation. En dessous du seuil de 33,4 % (régime bas), l'inflation a un effet positif et significatif sur la croissance économique, comme le montre la constante estimée à 5.164 avec un niveau de signification élevé ($p < 0.001$). Cela suggère qu'une inflation modérée peut stimuler l'activité économique, probablement en soutenant la demande et l'investissement à court terme. En revanche, au-delà de ce seuil (régime haut), l'effet devient négatif et significatif, avec une constante de -2.230 ($p = 0.032$), indiquant qu'un niveau élevé d'inflation nuit à la croissance. Ce basculement confirme l'existence d'un effet de seuil, au-delà duquel l'inflation perd son rôle bénéfique pour devenir un facteur de déséquilibre macroéconomique. Ces résultats appuient l'idée d'une courbe en cloche (forme inversée de U) entre inflation et croissance, soulignant la nécessité pour la RDC de maintenir l'inflation sous un certain seuil afin de préserver une dynamique économique soutenue.

De ce qui précède notre première hypothèse est validée.

- H2 : *L'inflation exerce des effets de seuil sur la croissance en RDC dès lors qu'elle franchit la phase d'inflation ouverte de premier palier précisément entre 33 à 41%.*

La relation entre l'inflation et la croissance économique en République Démocratique du Congo apparaît contrastée et dépend fortement de la période analysée. Sur l'ensemble de la période allant de 1960 à 2024, les données révèlent qu'un niveau d'inflation inférieur ou égal à 33,4 % est compatible avec une croissance économique positive, tandis qu'au-delà de ce seuil, l'inflation devient nuisible à la croissance. Cette situation s'explique en grande partie par les épisodes d'hyperinflation extrême survenus entre 1989 et 2001, période marquée par une instabilité macroéconomique profonde. Toutefois, lorsque l'analyse est restreinte à la période post-transition de 2002 à 2024, caractérisée par une relative stabilité politique et économique, le seuil d'inflation à partir duquel la croissance commence à ralentir est beaucoup plus bas, soit 16 %. Cela signifie qu'à partir de 2002, une inflation modérée, inférieure ou égale à 16 %, favorise la croissance, tandis qu'au-delà, elle devient défavorable. Ainsi, l'inflation seuil pour l'ensemble de la période est

estimée à 33,4 %, alors qu'elle est réduite à 16 % pour la période plus récente, ce qui reflète un changement structurel dans la sensibilité de la croissance à l'inflation et met en évidence l'importance du contexte économique et institutionnel dans l'interprétation de cette relation.

Au regard de ce qui précède notre deuxième hypothèse est validée.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre étude intitulé «Relation entre l'inflation et la croissance économique en République démocratique du Congo : 1960-2024». Notre objectif était d'analyser l'incidence de l'inflation sur la croissance économique en RDC sur la période allant 1960 à 2024.

L'histoire économique de la République Démocratique du Congo a connu, de crises post-indépendance, de conflits, d'importantes transformations économiques, marquées par une période de reconstruction post-conflit, visant à stabiliser le cadre financier. Toutefois, la stabilité économique a souvent été mise à rude épreuve par des niveaux d'inflation élevés et fluctuants. L'inflation étant définie comme une hausse généralisée, durable et auto-entretenu du niveau général des prix, entraînant une érosion du pouvoir d'achat (Friedman, 1963). Selon la théorie monétariste, ce phénomène résulte principalement de quatre mécanismes : un excès de masse monétaire en circulation des dépenses publiques excessives, une augmentation des coûts de production et des goulots d'étranglement limitant l'offre. Et la croissance économique comme l'augmentation soutenue et durable de la production de biens et services dans une économie, mesurée en termes réels (Samuelson & Nordhaus, 2010) ; également comme un phénomène qualitatif devant améliorer le bien-être collectif (François Perroux 1961).

Sur le plan théorique, la théorie Keynésienne souligne que l'inflation peut avoir des effets positifs sur la croissance économique, se penchant à court terme sur la courbe d'offre agrégée, la courbe relève à la fois l'augmentation de la production et du niveau général des prix. D'une autre part cette théorie complète la théorie de la croissance endogène considérant l'inflation comme un frein, les dépenses publiques pourraient entraîner une demande excédentaire, la demande agrégée dépassant l'offre agrégée. Par la suite, l'économie nationale pourrait connaître des augmentations du niveau général des prix « Inflation tirée par la demande »

L'inflation est supposée agir comme un impôt, affectant le rendement de tout le capital, réduisant directement le taux de croissance.

En l'occurrence, dès par les données économiques et par les différentes phases historiques qu'à traverser la RDC, il résulte que l'inflation a exercé une influence significative sur la dynamique de la croissance économique. Toute fois l'analyse met en évidence qu'une inflation modérée et maîtrisée, comme observée au cours de années 2000-2010 grâce au réforme économique et monétaire peut accompagner la reprise de la croissance. Cela montre que la stabilité des prix n'est pas seulement un objectif monétaire, mais une condition indispensable à la croissance économique durable.

REFERENCES BIBLIOGRAPHUES.

0. Allegra KABAMBA MBUYI et L Déborah MATADI, « *Fluctuations du taux de change et Croissance économique en RDC* », Hal Open science, 16 Sept2021
1. Andrés, J. and Hernando, I. (1997), *Inflation and economic growth: some evidence for the OECD countries*, NBER Conference.
2. Ball, L. (1994). What Determines the Sacrifice Ratio? NBER Working Paper
3. Banque Centrale du Congo (BCC). (2023). *Rapport annuel 2022*. Kinshasa : BCC.
4. Banque mondiale. (2022). *Rapport sur la situation économique en RDC : Naviguer dans les turbulences*. Washington, DC: Banque mondiale.
5. Bernanke, B. (1983). Nonmonetary Effects of the Financial Crisis AER
6. Bernanke, B. (2007). Inflation Targeting: Lessons from the International Experience
7. Blanchard, O. (2021). Inflation Past, Present and Future PIIE
8. Bolito Losembe R. (2021), Note de cours de Comptabilité nationale, Faculté des sciences Economiques et Gestion, Université de Kinshasa
9. Bruno, M., & Easterly, W. (1998). *Inflation Crises and Long-Run Growth*. Journal of Monetary Economics, 41(1), 3-26.
10. Claude SUMATA, « *Documents de recherche de l'observatoire de la Francophonie Economique* », DROFF no.7, Avril 2020.
11. Draghi, M. (2016). The ECB's Monetary Policy in a Changing World
12. Fisher, I. (1933). The Debt-Deflation Theory of Great Depressions
13. Fonds Monétaire International (FMI). (2023). *Consultations au titre de l'Article IV – République Démocratique du Congo*. Washington, DC : FMI.
14. Friedman, M. (1963). Inflation: Causes and Consequences

15. Gokal, V., et Hanif, S., « *Relationship between inflation and economic growth* », Economics Department, Reserve Bank of Fiji, 2004, p.6
16. Jonathan KITOKO ASENKA et Elie BOLA BOONGO, « *Coûts sociaux de l'inflation et niveau de vie de la population en RDC* », Hal Open Science, 24 Nov2024.
17. Kabuya Kalala, J. (2010). *Politique monétaire et stabilité des prix en RDC : enjeux et perspectives*. Kinshasa : Presses Universitaires du Congo.
18. Keynes, J.M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*
19. Krugman, P. (1998). *It's Baaack: Japan's Slump and the Return of the Liquidity Trap*
20. Kuroda, H. (2013). *Overcoming Deflation BOJ Speeches*
21. Lagarde, C. (2022). *Monetary Policy in a Pandemic ECB Press Conference*
22. Lewis M, Victor M et Gabriel K. (2023), *Source de la persistance de l'inflation en RDC*, Université de Kinshasa, vol 1, n°38 février 2023
23. Loubassou, M., Tendelet, J. I., (2018), « *Effet de seuils dans la relation entre inflation et croissance économique dans la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : cas du Cameroun et du CongoBrazzaville* », Sciences et Economiques et de Gestion, Université Marien N'Gouabi, p.4
24. Luciana TORRELLIO, « *République démocratique du Congo : les prémices de la transformation d'un système économique* », MacroDEV, 2022, P15.
25. Midagu G., op. cit., p.43
26. Midagu G., op. cit., p.8
27. Mishkin, F. (2007). *Inflation Dynamics NBER*
28. Muamba, D., Mikobi, S., Kondolo, K., Midagu, G. (2021), *Programmation monétaire de la BCC en 2021 : divergences entre la politique monétaire et de change*, EcoNews n°422 du Vendredi 23 Avril au Dimanche 25 Avril 2021
29. Ngonga N. Vincent (2019), *Cours de théories monétaires, Faculté d'Economie, Université Protestante au Congo, Kinshasa*, 321 p.
30. Ngonga Nzinga, V. (2017). *Inflation persistante et investissement privé en RDC : analyse empirique*. Revue Congolaise d'Économie et de Gestion, 12(2), 45-68.
31. Olorunsola, E., Maimuna, J., Santigie, M., Adegoke, I., Joseph, R. et Yaya, C., op. cit., pp. 16
32. Olorunsola, E., Maimuna, J., Santigie, M., Adegoke, I., Joseph, R. et Yaya, C., op. cit., pp. 14
33. Phelps, E. (1967). *Phillips Curves, Inflation Expectations Economica*